

Ordre mondial et économies périphériques : nouveauté historique et triomphalisme théorique

André C. Drainville

Volume 24, Number 3, 1993

Mondialisation et mutations politiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703215ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703215ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Drainville, A. C. (1993). Ordre mondial et économies périphériques : nouveauté historique et triomphalisme théorique. *Études internationales*, 24(3), 685–697. <https://doi.org/10.7202/703215ar>

LIVRES

1. Étude bibliographique

Ordre mondial et économies périphériques : nouveau historique et triomphalisme théorique*

André C. DRAINVILLE**

Sujet privilégié du discours d'État depuis sa proclamation par le président américain George Bush en 1990, le Nouvel ordre mondial (NOM) s'est rapidement installé au premier plan des préoccupations académiques. Quatre ouvrages récemment publiés chez l'éditeur américain Lynne Rienner, traitant tous du développement économique périphérique à l'heure du NOM, soulignent à la fois cet engouement des universitaires pour un nouveau sujet académique et, bien malgré eux, la cohérence inquiétante de l'analyse qui en est faite.

Pour les éditeurs de *The Developing Countries in World Trade: Policies and Bargaining Strategies*, les règles du jeu des relations économiques internationales ont changé dramatiquement depuis le début des années quatre-vingt, et le NOM annonce une restructuration fondamentale des échanges commerciaux entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement. Dans leur introduction, Diana Tussie et David Glover posent une série de questions stratégiques, qui serviront de point de départ à l'ensemble de l'ouvrage : Quel est l'impact de cette transformation sur le pouvoir de négociation des pays du Tiers Monde ? Quels nouveaux défis auront-ils à relever ? De quelle marge de manœuvre ces pays disposent-ils ? Enfin, et surtout, quelles sont les stratégies de négociations les plus prometteuses dans le cadre d'un marché global de plus en plus ouvert, et de plus en plus compétitif ?

* SLATER, Robert O, SCHUTZ, Barry M, DORR, Stephen R. *Global Transformation and the Third World*. Boulder, Lynne Rienner, 1993, 380 p.

TUSSIE, Diana, GLOVER, David (eds.). *The Developing Countries in World Trade: Policies and Bargaining Strategies*. Boulder, Lynne Rienner, 1993, 266 p.

ZIMMERMAN, Robert F. *Dollars, Diplomacy & Dependency: Dilemmas of U.S. Economic Aid*. Boulder, Lynne Rienner, 1993, 233 p.

PUTTERMAN, Louis, RUESCHEMEYER, Dietrich, *State and Market in Development: Synergy or Rivalry?* Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1992, 277 p.

** Professeur au Département de science politique de l'Université Laval, Québec.

Robert Slater, Barry Schutz et Stephen Dorr, les éditeurs de *Global Transformation and the Third World*, proposent pour leur part que le NOM, qui apparaissait d'abord comme un réalignement des rapports Est-Ouest, pose surtout un défi important à l'analyse des relations entre les pays industrialisés et ceux du tiers-monde. En fait, ce serait l'ensemble de l'outillage conceptuel qui avait servi de point de départ aux revendications politiques du tiers-monde à l'époque de la bipolarité qui serait à repenser. Le tiers-monde n'est plus ce qu'il était; il ne forme plus un ensemble économique cohérent, et risque de devenir de plus en plus marginalisé dans un système international en transformation.

Pour Robert F. Zimmerman, le NOM est d'abord une réalité de la politique étrangère américaine. Au début de *Dollars, Diplomacy & Dependency*, Zimmerman souligne que la disparition de la menace communiste et la fin de la compétition stratégique au tiers-monde ouvrent de nouveaux horizons à une politique américaine en matière d'aide économique qui jusqu'ici était demeurée prisonnière du calcul stratégique étroit qu'exigeait la guerre froide. Parce qu'il présente une opportunité unique de redécouvrir les fondements moraux de la politique étrangère américaine, le NOM pourrait inaugurer une ère de paix et de modernisation au tiers-monde.

Les articles présentés par Louis Putterman et Dietrich Rueschemeyer dans *State and Market in Development: Synergy or Rivalry?* s'intéressent à une tout autre dimension du NOM: ils proposent que le NOM soit surtout une nouveauté idéologique. Dans l'après-guerre froide comme jamais auparavant, les discours étatiques de par le monde accorderaient une confiance renouvelée et simpliste dans la magie du marché et rejetteraient tout besoin de planification étatique. Le NOM se résumerait donc à une simple formule: «market-yes, state-no¹».

La cohérence des ouvrages tient d'abord à la manière dont ils acceptent le Nouvel ordre mondial comme événement historique. À quelques exceptions près (notamment les très bons articles de Thomas Callaghy et Michael Dolan, dont il sera question plus loin, et, dans une certaine mesure, l'ensemble des textes inclus dans l'ouvrage édité par Putterman et Rueschemeyer), les auteurs qui ont contribué aux trois ouvrages collectifs, ainsi que Robert Zimmerman, s'accordent pour dire qu'un nouvel ordre mondial a pris forme dans les dernières années. Pour Slater, Schutz et Dorr, cette acceptation est si claire et si immédiate qu'elle ne doit soulever aucune question:

1. L. PUTTERMAN et D. RUESCHEMEYER, «*State and Market in Development: An Introduction*», dans *State and Market*, p.2

The dramatic transformation in international politics that has occurred since the late 1980s has created an imperative for critical re-examination. We are not interested in querying the fact of this transformation - it is obvious².

Même pour les auteurs réunis par Putterman et Rueschemeyer, pour qui le NOM est d'abord une création idéologique – donc une chimère du discours d'État –, la fin de la guerre froide change fondamentalement l'horizon des possibilités politiques. Il n'y a maintenant plus d'alternatives, nous dit par exemple Alec Nove, à l'économie de marché³. Il nous reste à apprendre comment mieux la faire fonctionner.

Cette acceptation commune de la nouveauté du NOM est présentée comme le résultat d'un simple constat historique. Elle est en fait le produit d'une construction analytique qui privilégie ce que Fernand Braudel aurait appelé la courte, la très courte, durée : le monde des événements à la surface de l'histoire. Dès lors qu'ils acceptent le NOM comme moment historique, les auteurs ne se posent plus la question du changement historique. Ils quittent le domaine de l'analyse critique, qui explore l'histoire comme une articulation toujours changeante entre la continuité dans le temps et la spécificité historique des structures sociales, pour entrer dans celui des sciences sociales appliquées, qui cherchent à répondre aux questions que posent les événements, comme s'ils avaient une importance en eux-mêmes.

Les ouvrages recensés se fixent donc à une tâche limitée. Ils documentent et rendent opérationnel le NOM, mesurent ses conséquences et supportent ses chances de succès. Par exemple, dans la deuxième partie de *Global Transformation*, qui porte sur la démocratisation au tiers-monde, Larry Diamond cherche à mesurer la globalisation de la démocratie dans le cadre du NOM. En utilisant les données du Freedom House (*think thank* de la droite américaine), il note le progrès «extraordinaire» de la démocratie dans le monde. Alors que seulement 42 pays, représentant 29 % de la population mondiale, étaient «libres» au milieu des années soixante-dix (c'est-à-dire qu'ils possédaient un système électoral compétitif de modèle libéral américain), 75 pays (43.8 %) étaient «libres» en 1991⁴. Toujours dans cette seconde partie, Claude Welch note que le règne du militaire à cheval (*the man on the horseback*) tire à sa fin alors que les pays de la terre répondent à l'appel universel de la démocratie⁵. Dans un article qui porte sur la démocratisation au Moyen-Orient, Stephen Dorr est plus prudent⁶.

2. Robert SLATER, Barry SCHUTZ et Stephen DORR, «Introduction: Towards a Better Understanding of Global Transformation and the Third World», dans *Global Transformation*, p. 1

3. Alec NOVE, «Some Thoughts on Plan and Market», *State and Market*, p. 48.

4. Larry DIAMOND, «The Globalization of Democracy», dans *Global Transformation*, pp. 31-69.

5. Claude E. WELCH, «Changing Civil-Military Relations», *ibid*, pp. 71-90

6. Stephn R. DORR, «Democratization in the Middle East», *ibid*, pp. 131-157.

S'excusant de ne pouvoir s'attarder qu'au seul processus électoral, il note qu'Israël demeure le seul pays démocratique de la région, bien que la Turquie ait fait des efforts admirables (semblerait-il que l'adhésion à l'OTAN compte plus dans le calcul démocratique que le génocide kurde). Il termine sur une note optimiste (d'autant que l'optimisme dénote la confiance dans la conquête du monde par l'Amérique), remarquant que la défaite du marxisme-léninisme et la guerre de libération du Koweït ont encouragé les forces démocratiques dans la région et laissent entrevoir des jours meilleurs.

The Developing Countries in World Trade cherche pour sa part à évaluer l'impact qu'aura le NOM sur les négociations commerciales impliquant plus ou moins directement les pays du tiers-monde. Pragmatiques avant tout, et voulant être aussi utile aux acteurs étatiques que l'avaient été Ennio Rodriguez et Stephanie-Griffith Jones⁷, Glover et Tussie élaborent une stratégie de négociation à l'usage des pays du tiers-monde qui est un mélange d'unilatéralisme, de multilatéralisme et de *coalition building*. Pour ce faire, ils s'appuient sur une douzaine d'analyses régionales et sectorielles portant sur divers aspects du NOM (l'intégration régionale en Europe et en Amérique du Nord, la fragmentation du GATT...), et sur les leçons stratégiques tirées d'expériences nationales (Brésil, Mexique, Asie du Sud-Est, Costa Rica, Argentine).

Robert Zimmerman s'adresse également à ceux qui feront la politique dans le cadre du NOM. Riche d'une expérience de deux décennies dans l'appareil d'État américain, l'auteur se pose les questions qu'un bureaucrate se doit de poser : Comment accroît-on l'efficacité des programmes d'aide ? De quelle manière résout-on les conflits institutionnels entre différentes agences gouvernementales ? Pourquoi le Congrès n'apprécie-t-il pas l'expertise des diplomates et des bureaucrates ? Comment réalise-t-on la grande vision de Robert Kennedy, qui avait déclaré au moment de la formation du Peace Corps en mars 1961, que l'avenir de la liberté aux États-Unis et dans le monde dépendaient de «...the ability to build growing and independent nations where men can live in dignity, liberated from the bonds of hunger, ignorance and poverty...». Ces questions, Zimmerman y répond en technicien de la politique, c'est-à-dire en interrogeant ses anciens collègues du *Department of State* et de l'*Agency for International Development* et en consultant ses archives personnelles. Cette démarche l'amène à développer un plan d'action bureaucratique permettant la mise en œuvre efficace des objectifs déclarés de la politique américaine en matière d'aide.

7. *The Developing Countries in World Trade* est le dernier ouvrage d'une série de trois portant sur les processus de négociation dans l'économie mondiale. *Managing World Debt*, édité par Stephanie Griffith-Jones, était le premier. Il s'intéressait aux différentes stratégies nationales pour résoudre la crise de la dette. Ennio Rodriguez et Stephanie Griffith-Jones (eds.), *Cross Conditionality, Banking Regulations and Third World Debt*, (Macmillan, 1992) est le second livre de cette série. Glover et Tussie notent que les recommandations formulées par Rodriguez et Griffith-Jones ont été discutées en commission parlementaire au Canada, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, où elles ont eu un impact important.

L'ouvrage édité par Putterman et Rueschemeyer a des prétentions plus critiques. Bravant la vague du «laissez-faire, laissez-passer» néo-libéral, qui purge l'État de l'économie, ils s'interrogent sur les modalités d'intervention de l'État dans le fonctionnement du marché. Dans cet esprit, Henry Bruton, écrit par exemple que certaines économies nationales sont en danger d'être trop vulnérables aux aléas de l'économie mondiale, et que dans tous les cas, les relations entre les économies nationales et l'économie mondiale doivent être longuement négociées⁸. Göran Ohlin et Paul Streeten rappellent au lecteur que l'État est un acteur économique essentiel⁹, et Thomas Bierstecker écrit un petit guide opérationnel de la privatisation¹⁰. Pour Bierstecker, l'État doit se comporter dans la privatisation comme dans toutes choses, avec circonspection, et il doit bien planifier ses interventions.

La cohérence des ouvrages recensés tient également à l'acceptation commune du NOM comme un moment historique prometteur, susceptible d'être porteur à la fois de développement économique global et d'une nouvelle rationalité dans les rapports inter-étatiques. Dans leur introduction de *Global Transformation*, par exemple, Slater, Schutz et Dorr suggèrent que la fluidité croissante des rapports économiques internationaux et la fragmentation politique de l'après-guerre froide, ouvrent la porte à la démocratisation du tiers-monde, et à de nouvelles stratégies de résolution et de gérance des conflits régionaux. Le NOM est un «idéal prometteur» pour Slater, Schutz et Dorr. Dans le même esprit, Glover et Tussie proposent que l'ouverture croissante des négociations multilatérales du GATT, ainsi que la participation de plus en plus active des pays du tiers-monde, promettent des gains nouveaux en matière de développement économique aux pays qui sauront élaborer des stratégies de négociations leur permettant de prendre avantage de l'opportunité qui s'offre à eux. Pour Robert Zimmerman on le sait, le NOM offre une opportunité unique aux pays du tiers-monde. Alors que les exigences de la guerre froide limitaient le temps et les ressources que l'État américain pouvait consacrer aux problèmes de développement, la défaite du communisme permet la mise en œuvre d'une politique d'aide plus cohérente et mieux à même de rencontrer ses objectifs déclarés de développement économique et social. Parmi les auteurs de *States and Market*, Göran Ohlin, est le plus optimiste, notant que l'échec du modèle soviétique ouvre la porte à un meilleur consensus quant au parfait mélange des activités publiques et privées.

Son passage du discours étatique à celui de l'analyse politique, du monde de ceux qui prétendent faire l'histoire à celui de ceux qui essaient de la comprendre, ne semble donc pas avoir transformé le «Nouvel ordre

8. Henry J. BRUTON, «International Aspects of the Role of Government in Economic Development», dans *State and Market*, pp.101-130.

9. Göran OHLIN, «Varieties of Policy in the Third World»; Paul P. STREETEN, «Against Minimalism», *ibid*, pp. 9-13 et 15-38.

10. Thomas J. BIERSTECKER, «The Logic and Unfulfilled Promise of Privatization in Developing Countries», *ibid*, pp. 195-219.

mondial» outre mesure. Il est, semble-t-il, toujours nouveau, toujours mondial (c'est-à-dire qu'il est construit sur un modèle occidental et exporté à travers le monde), et il continue de promettre la victoire de l'ordre sur le désordre, le triomphe de la gérance étatique raisonnée sur l'irrégularité des relations sociales.

I – Le Nouvel ordre mondial et les contradictions de la transition

Peu désireux de s'engager dans des débats théoriques sur la nature du changement historique, et empressés de rejoindre le moment présent, celui d'un ordre nouveau, les ouvrages recensés empruntent plusieurs raccourcis. Les images fortement contrastées abondent, ainsi que les métaphores téléologiques, les allusions historiques et les bons mots. Kenneth Jowitt parle «de l'extinction d'une espèce léniniste», de la fin d'une période «Joshua» (marquée par la centralisation des identités et des frontières politiques); il note que l'année 1989 ressemble fortement à l'an 1066, et conclut que les plaques tectoniques du monde politique semblent encore une fois être en mouvement¹¹. Alec Nove parle de la fin du romantisme marxiste¹². Pour décrire le changement politique international depuis le début de la décade, Robert Slater parle du dénouement (*unwinding*) de la guerre froide¹³ et Larry Diamond d'une véritable «vague de démocratie», qui aurait balayé sur son passage les Sandinistes du Nicaragua, le général Noriega au Panama, Mathieu Kerekou au Bénin, porté au pouvoir Jean-Bertrand Aristide en Haïti, amené la réconciliation en Afrique du Sud et le «beau geste» du président De Klerk à l'endroit de Nelson Mandela, ainsi que la percée démocratique de Chatichai Choonhavan en Thaïlande. Plus sobre, Robert Zimmerman parle simplement de la défaite historique du marxisme-léninisme.

D'autres moyens sont utilisés pour couper court aux tergiversations théoriques, et aux hésitations quant à la profondeur historique du changement qu'annonce le NOM. Inquiétante est la démarche de plusieurs auteurs qui rétablissent les thèses de la génération précédente, proposées à une époque où l'ordre mondial (américain) était incontestablement hégémonique et la voie du progrès clairement tracée par les thèses de la modernisation. Ainsi, Mark Selden¹⁴ récupère les thèses de l'intégration, et Robert Zimmerman réhabilite les écrivains du développement, P.T. Bauer et Norman Jacobs par exemple, qui proposaient dans les années cinquante et soixante une analyse privilégiant les responsabilités et libertés individuelles, et la libéralisation des forces créatives du marché, comme ingrédients essentiels à tout développement. Dans la même veine, Karen Remmer débute son

11. Kenneth JOWITT, «A World without Leninism», dans *Global Transformation*, pp. 9-27.

12. Alec NOVE, «Some Thoughts on Plan and Market», dans *State and Market*, p. 39.

13. Robert O. SLATER, «Conflict and Change in the International System», dans *Global Transformation*, pp. 311-324.

14. Mark SELDEN, «State and Market», *op.cit.*

article sur la démocratisation en Amérique latine en soulignant le paradoxe que semble représenter le début d'une vague de démocratisation en Amérique latine au moment même où les auteurs de la dépendance, Cardoso et Faletto par exemple, s'accordent sur l'improbabilité d'un tel développement¹⁵. Pour leur part, Claude Welch et Larry Diamond se servent tour à tour des travaux de Samuel Huntington, Robert Dahl, Gabriel Almond et Sidney Verba pour rendre opérationnel le développement démocratique accompagnant le NOM. Les valeurs et les concepts qui étaient bons pour l'Amérique hégémonique sont, semble-t-il, toujours utiles à l'heure du NOM. Stephen Dorr pousse si loin cet usage des idées reçues – à tout le moins aux États-Unis – qu'il cite Henry Kissinger en exergue de son article sur la démocratisation au Moyen-Orient. Il s'agit bien du même Henry Kissinger qui donna son nom à la doctrine américaine de politique étrangère qui avait proposé après la victoire de Salvador Allende aux élections chiliennes de 1973, que les États-Unis ne pouvaient pas se permettre d'accepter la légitimité du verdict électoral d'un pays de l'hémisphère occidental dont la population amènerait un gouvernement communiste au pouvoir.

Cet usage d'aphorismes, de métaphores et d'idées reçues comme outils facilitant la capture du NOM est révélateur. Il dénote d'abord, on le sait, un certain instrumentalisme, une volonté de mettre fin aux ambiguïtés historiques et de passer à l'action, de suggérer des stratégies de négociation et des voies à suivre pour les acteurs politiques. Les problèmes que soulèvent les auteurs sont des problèmes opérationnels, qui ne remettent pas en cause la nouveauté du NOM, ou le besoin de l'ordre établi. Ils invitent plutôt les débats techniques portant sur la mise en œuvre de projets étatiques. Même l'ouvrage de Putterman et Rueschemeyer, qui s'élève pourtant contre le néo-libéralisme triomphant, présente un bien mince effort critique, ancré qu'il est dans le discours keynésien, une autre branche du libéralisme triomphant d'une époque passée. En fait, *State and Market in Development* assemble moins une critique du néo-libéralisme, qu'il ne ressemble à la plainte d'un bureaucrate indigné du sort que lui réserve la purge néo-libérale.

Quelques textes, trop peu, font exception à cette règle. Kenneth Jowitt, pour un, souligne que le NOM s'accompagne également d'un désordre social, du fractionnement des frontières et des identités politiques, et qu'il s'accommode mal de réalités sociales aussi diverses que la montée du SIDA, l'inégalité des sexes, le malaise urbain mondial. Thomas Bernstein note aussi que si la démocratisation en Chine, depuis le rejet en 1978 du «maoïsme radical», crée de nouvelles opportunités, elle amène également de nouvelles inégalités et une insécurité sociale croissante¹⁶.

15. Karen L. REMMER, «Democratization in Latin America», dans *Global Transformation*, pp. 91-111.

16. Thomas BERNSTEIN, «Democratization in China», *ibid.*, pp. 113-130.

Deux articles en particulier refusent d'accepter le NOM comme une totalité nouvelle, un ordre du jour qu'il suffirait d'exécuter. Michael Dolan souligne que les changements observés dans les dernières années ont leurs racines dans la restructuration de la production des pays industrialisés, et dans la crise de l'ordre hégémonique américain¹⁷. Dolan explore la relation entre des phénomènes historiques profonds (la crise du compromis social fordiste entre l'État, le capital et les travailleurs ; les mutations de la division internationale du travail dans l'après-guerre, l'essoufflement du mode d'accumulation socialiste en Europe de l'Est), et des réalités plus événementielles (la montée de blocs commerciaux en Europe, en Amérique du Nord et en Asie ; la crise de la dette, l'effondrement de l'ordre politique en Europe de l'Est). Il invite à deux conclusions, qui se distinguent nettement du consensus observé parmi l'ensemble des textes. D'abord, les événements récents sont trop facilement perçus comme de simples facettes du NOM, des accessoires se rattachant tous à un même ensemble. Ensuite, les outils d'analyse permettant de comprendre le moment présent ne sont pas encore prêts. Le constat d'une coïncidence historique n'est pas suffisant.

Thomas Callaghy complique également la tâche de ceux qui se contenteraient simplement de rendre le NOM opérationnel. Callaghy prend comme point de départ la « nouvelle orthodoxie », la vision brillante d'un Nouvel ordre mondial. Ce discours reconnaît une synergie positive entre les aspects économiques et politiques du NOM, et proclame que la libéralisation globale des forces du marché, la minimalisation du rôle de l'État, et le libéralisme démocratique, amèneront simultanément – avec l'aide bienfaitrice du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale – liberté, dignité et prospérité aux nations opprimées de la terre. Dans un article qui fait près de cent pages, Callaghy démontre que cette vision est une construction politique qui oublie le rôle historique joué par l'État dans le développement économique et, surtout, qui néglige la dialectique entre les rapports sociaux et le procès de production. La production, indique Callaghy, n'est pas simplement une activité économique privée, elle est aussi une organisation sociale qui a des exigences et des limites particulières. Ainsi, même si les marchandises et les capitaux circulent librement de par le monde, l'économie politique n'est pas simplement une réalité mondiale, elle s'insère aussi dans des structures sociales régionales et nationales spécifiques qui la transforme. Le tour d'horizon impressionnant que propose Callaghy nous oblige à reconnaître que le NOM n'est pas une réalité homogène mondiale, et qu'il n'est certainement pas nouveau. Il n'existe que dans le discours.

Dans les pays du centre de l'économie mondiale, un certain discours d'ordre mondial est tenu depuis que les mots d'ordre de l'après-guerre (keynésianisme, fordisme, guerre froide, croissance économique, dévelop-

17. Michael DOLAN, « Economic Transformation and the Less Developed Countries », *ibid.*, pp. 259-282.

pement au tiers-monde, modernisation) ont perdu leur habileté à discipliner les rapports sociaux. Déjà en 1975, les pays du G7 parlaient de croyances et de responsabilités partagées. À la conclusion du sommet économique de Bonn en 1978, ils proposaient encore :

a comprehensive strategy covering growth, employment and inflation, international monetary policy, energy, trade and other issues..... [which] is a coherent whole whose parts are interdependent. To this strategy, each of our countries can contribute ; from it each can benefit¹⁸.

La crise qui se dessine depuis le milieu des années soixante-dix est à la fois celle de l'hégémonie américaine, et des structures (sociales, politiques et matérielles) qu'elle avait mises en place. Elle se révèle tour à tour dans la chute des taux de croissance, en baisse depuis les années soixante, dans la crise du système monétaire de Bretton Woods, la perte de la légitimité politique (ce que la Commission Trilatérale avait appelé la crise de la démocratie), et dans l'éclatement des rapports sociaux. À cette crise structurelle, les gouvernements des pays industrialisés ont opposé des appels à l'ordre qui ont pris différents visages : monétarisme, néo-libéralisme, anti-syndicalisme, déréglementation, libre-échange, flexibilité des conditions de travail, guerre à la drogue, responsabilité individuelle face à la rationalité du marché, etc. Au centre de l'économie mondiale, ces discours disciplinaires ont amené le chômage endémique, nourri le racisme, mis un terme à la croissance de la production, et ils ont enlevé à l'État ses moyens d'actions et ses interlocuteurs politiques. Dans l'économie mondiale, ils ont nourri la spéculation monétaire, enrayé la reprise économique, précipité la crise de la dette et généralisé la misère.

Le discours du Nouvel ordre mondial est plus ambitieux. Il ajoute à l'idéologie de la discipline rationnelle du marché celle de la dépolitisation des rapports inter-étatiques. L'ordre mondial n'annonce plus simplement le libéralisme tous azimuts, il promet aussi le maintien de la loi et du droit (et de la foi, pourrait-on dire en notant le peu de place que réserve le NOM aux musulmans de la Turquie et de la Bosnie-Herzégovine). Les États rebelles à la loi internationale, promettait George Bush dans un de ses discours définissant le NOM, seront disciplinés¹⁹. Ces ambitions du discours du NOM sont à la mesure des contradictions qu'il cache : Les négociations du GATT font face à la montée des protectionismes nord-américains et européens, la

18. Déclaration du sommet de Bonn des pays du G7 cité dans Peter I. HAJNAL (ed.), *The Seven-Power Summits: Documents from the Summits of Industrialized Countries, 1975-1989*, New-York, Kraus International Publications, 1989, pp. 47-57.

19. Discours présidentiel prononcé le 24 mai 1989 à l'Académie des gardes côtiers Américains, cité par Michael KLARE, dans «Le Golfe, banc d'essai des guerres de demain», *Le Monde diplomatique*, Janvier 1991, 1, pp. 18-19. À ce sujet voir également Michael T. KLARE, «U.S. Military Policy in the Post-Cold War Era», dans Ralph MILLIBAND et Leo PANITCH (eds.), *Socialist Register 1992: New World Order?* Londres, Merlin Press, 1992, pp. 131-156, et Peter GOWAN, «The Gulf War, Iraq, and Western Liberalism», *New Left Review*, 187, Mai/Juin 1991, pp. 29-71.

coercition étatique grandit, la récession mondiale s'installe, les revendications identitaires se multiplient, la stabilité inter-étatique n'est acquise qu'au prix de la tolérance des purges ethniques et de l'ingérence croissante des forces armées de l'OTAN, des É-U ou des casques bleus de l'ONU (qui ont été plus sollicités dans les cinq dernières années qu'ils ne l'avaient été dans tout l'après-guerre²⁰). Les vagues démocratiques et les réconciliations nationales dont parlaient Larry Diamond, Claude Welch et les autres n'ont pour assises que l'acceptation des fraudes électorales, l'oubli des guerres sales, et le pardon accordé aux coupables de crimes d'État (par exemple au Sénégal, Rwanda, Cambodge, Salvador, et Chili). La transition vers le capitalisme (Russie, Europe de l'Est, Chine) a causé une inflation qui n'a comme précédent que celle des pays les plus endettés, et légitimise l'autoritarisme étatique, nourrit l'économie souterraine et le crime organisé. Les immigrés, surtout les noirs et les musulmans disait Jacques Chirac²¹ continuent d'être désignés comme les premiers responsables du chômage. Dans l'économie mondiale, seule la misère prospère²².

L'économie mondiale demeure, selon la formule de Michel Beaud, «une totalité multiple, contradictoire et hiérarchisée²³». En dépit du discours du NOM, nous serions tentés de nous demander, avec Paul Sweezy :

What's New in the New World Order? ... there's nothing new in the new world order. There isn't a new world order. And for that matter, there isn't any world order at all²⁴.

Le Nouvel ordre mondial n'est pas une réalité sociale ou politique, c'est une idéologie qui masque plus qu'elle ne révèle la complexité du moment présent. L'idéologie, dans l'économie mondiale comme dans toute formation sociale, est une stratégie de pouvoir. C'est un plan de construction social qui définit les intérêts de certains comme étant ceux de tous. Pour comprendre ce plan, il n'est pas suffisant d'écouter ceux qui le présentent, il faut aussi analyser le pouvoir qu'ils représentent.

II – Pouvoir politique et Nouvel ordre mondial

Pour les ouvrages recensés, le Nouvel ordre mondial annonce la fin de l'exercice du pouvoir dans les relations inter-étatiques, et le triomphe de la rationalité bureaucratique. Barry Schutz, note que la fin de la guerre froide laisse espérer que la gérance internationale mettra fin à la violence insensée

20. *The Guardian*, 8 août 1992, p. 2

21. Alain GRESH, «La démagogie contre le droit : ces immigrés, si coupables, si vulnérables...», *Le Monde diplomatique*, mai 1993, p. 3.

22. Pierre BOURDIEU, *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993.

23. Michel BEAUD, *Le système national/mondial hiérarchisé*, cité dans Jacques DECORNOY, «Les cartes brouillées de l'économie-monde : cahotique interdépendance», *Le Monde diplomatique*, avril 1993, p. 10.

24. Paul M. SWEEZY, «What's New in the New World Order», *Monthly Review*, 43, 2, Juin 1991, pp. 1-5.

qui continue à sévir dans des régions comme le Nicaragua, le Cambodge et le Mozambique²⁵. Pour Larry Diamond la politique étrangère américaine n'est que le messenger de la démocratie, qu'elle amène volontiers en Grenade ou au Panama. Robert Zimmerman présente la guerre du Golfe comme un programme d'aide américain, une tentative de préserver la paix et la stabilité menacées par les ambitions politiques de l'Iraq. Stephen Dorr accepte le discours étatique et parle de la «libération du Koweït».

Pour plusieurs auteurs, l'économie mondiale semble être devenue un site dépolitisé, un lieu pour la résolution des problèmes. À l'heure du Nouvel ordre mondial, la Banque Mondiale se transforme en simple boîte à idées, en groupe technocratique faisant contrepoids aux groupes de pression²⁶. Pour Zimmerman, l'économie mondiale est peuplée de pays industrialisés ayant à leur tête des hommes de vision reconnaissant l'obligation morale qu'ils ont d'accorder de l'aide aux pays les plus démunis, qui ne sont toujours pas parvenus à s'élever au rang de pays développés. Le FMI, la Banque mondiale et le Congrès américain sont plus que jamais à la recherche de l'efficacité économique²⁷. Alejandro Jara propose même que le système économique mondial a sa propre logique : en réponse au déséquilibre grandissant entre la croissance du marché mondial et la fermeture des marchés du centre, écrit-il, «le système convoque une assemblée ministérielle»²⁸.

Cette analyse techno-bureaucratique du NOM fait fi d'un phénomène dont il a beaucoup été question ces dernières années dans la littérature spécialisée en économie politique internationale : la transnationalisation du pouvoir politique. Pour décrire cette littérature, Craig Murphy et Roger Tooze ont parlé d'une «nouvelle économie politique internationale»²⁹. Elle se distingue par sa préoccupation pour l'émergence de l'économie mondiale comme lieu spécifique du pouvoir politique. Par exemple, Robert Cox parle de l'internationalisation de l'État³⁰, Stephen Gill et David Law de celle du pouvoir politique³¹; Kees v.d. Pijl de la transnationalisation du processus de formation de classe³². Pour cette analyse, le Nouvel ordre mondial ne

25. Barry SCHUTZ, «The Role of Region in a Restructured Global System», dans *Global Transformation*, pp. 338-356.

26. Voir par exemple GLOVER et TUSSIE, «Developing Countries in World Trade: Implications for Bargaining», dans *The Developing Countries*, pp. 225-241.

27. *Dollars, Diplomacy & Dependency*, p. 31

28. Alejandro JARA, «Bargaining Strategies of Developing Countries in the Uruguay Round», dans *The Developing Countries*, p. 13.

29. G.N. MURPHY et R. TOOZE, *The New International Political Economy*, International Political Economy Yearbook, Vol. 6, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 1991.

30. Robert W. COX, *Production, Power, and World Order: Social Forces in the Making of History*, New York, Columbia University Press, 1987.

31. S. GILL, et D. LAW, *The Global Political Economy: Perspectives, Problems and Policies*. Baltimore, The John Hopkins University Press, 1988, pp. 90-91.

32. Kees van der PIJL, «Ruling Classes, Hegemony, and the State System: Theoretical and Historical Considerations», *International Journal of Political Economy*, 19:3, automne 1989, pp. 7-35; *The Making of an Atlantic Ruling Class*, Londres, Verso, 1984; «Class Formation at the International Level.» *Capital and Class*, vol. 9, automne 1979, pp. 3-21.

tombe pas du ciel discursif, il représenterait plutôt une troisième étape de la globalisation, celle de la régulation politique, qui succéderait à l'internationalisation des circuits marchands du «long 16^{ème} siècle» et de la production depuis le 19^{ème} (au sujet desquelles Fernand Braudel, Christian Palloix, Immanuel Wallerstein et plusieurs autres ont beaucoup écrit). L'ordre mondial contemporain, comme les ordres mondiaux précédents (ordre colonial mercantile, *Pax Britannica*, *Pax Americana*) a des assises sociales. Il est le projet politique de ceux qui occupent, ou qui ont occupé, l'économie mondiale (les grandes compagnies des 16^{ème}, 17^{ème} et 18^{ème} siècles, la bourgeoisie marchande du 19^{ème}, le grand capital transnational contemporain). Ce que Joe Clark, appelait «la gérance de l'économie mondiale»³³, et ce que les auteurs recensés acceptent comme le Nouvel ordre mondial, ne seraient donc pas les exercices techniques qu'ils paraissent être, et ils exigeraient une analyse sérieuse des rapports de pouvoir, à laquelle les ouvrages considérés ne semblent pas prêts.

Conclusion

Les ouvrages recensés cherchent la pertinence; ils veulent être utiles. Ils sont adressés, sans faire grande distinction, aux spécialistes académiques des relations internationales, aux acteurs étatiques, et au grand public des citoyens intéressés. Pour la plupart, les textes présentés sont compétents et atteignent très bien cet objectif. Le livre édité par Diana Tussie et David Glover, en particulier, présente un très bon survol des changements récents dans les négociations multilatérales ayant trait aux échanges commerciaux, et nul doute que les recommandations formulées dans le dernier chapitre seront, comme le souhaitent les auteurs, utiles aux bureaucrates et aux législateurs responsables des dossiers concernés. Il en ira de même pour le texte de Thomas Bierstecker, qui cherchait à établir le pourquoi et le comment de la privatisation.

Il est pourtant difficile de se satisfaire de ces ouvrages. Dans une période de très grande restructuration dans l'économie mondiale, qui remet en question l'ensemble des rapports sociaux au centre comme à la périphérie, ils ne sont pas à la hauteur de la tâche. Le défi de se situer dans le temps, qui est le défi de tout effort intellectuel, est trop lourd pour ces textes. Parce qu'ils demeurent au faible niveau d'abstraction qui est celui des acteurs étatiques (et pour cause, la majorité des auteurs ayant collaboré aux ouvrages édités sont également des collaborateurs d'État, l'exception étant encore une fois le livre édité par Putterman et Rueschemeyer), ils ne s'élèvent pas au-dessus des conditions du moment immédiat, et sont incapables de penser de façon critique le Nouvel ordre mondial.

33. Joe CLARK cité dans l'avant-propos de *Compétitivité et sécurité: orientation pour les relations extérieures du Canada*. Ottawa, Approvisionnement et Services, 1985.

Le danger que pose cet échec est grand. Déjà, on l'a vu, le discours du Nouvel ordre mondial abrite celui de la discipline nécessaire (du marché, de la monnaie, de l'autoritarisme étatique). Il invite également à un discours d'ordre raciste, comme celui, par exemple que tenait récemment l'historien américain Paul Johnson dans le *New York Times*. Dans un article intitulé «Colonialism's Back, and Not a Moment Too Soon», Johnson proposait que la responsabilité morale américaine exigeait des États-Unis qu'ils aident à gouverner les peuples qui n'étaient pas en moyen de le faire eux-mêmes (Haïti, Angola, Zaïre, Libéria et Somalie par exemple)³⁴. Dans le même esprit, Nicholas Eberstadt parlait il y a quelques années (dans un article sur l'ordre américain de l'après-guerre cité par Robert Zimmerman), d'un effort américain

to capture the most beneficial workings of the trade and finance arrangements associated with the Age of Imperialism and at the same time to protect the weaker peoples of the world³⁵.

Les ouvrages recensés acceptent sans s'inquiéter le discours du Nouvel ordre mondial, et se contentent de l'examen des problèmes que sa mise en œuvre pose. Mis à part le livre de Putterman et Rueschemeyer, qui pense, et prépare une alternative (modeste) au consensus récent, ces ouvrages représentent le penchant théorique du triomphalisme libéral qui a cours depuis la fin de la guerre froide. Ils acceptent que l'histoire soit achevée, qu'elle soit faite, et prennent refuge dans des questions opérationnelles. Les enjeux (politiques, sociaux et intellectuels) de la période présente sont trop grands pour l'on se satisfasse de cette acceptation du discours d'État comme ordre du jour académique.

34. *The New York Times Magazine*, Dimanche 18 Avril 1993, 22, 43-44.

35. *Dollars, Diplomacy & Dependency*, p. 7